

Burundi : contexte délétère sur fond de manifestations et contre-manifestations

RFI, 18-04-2015 Crainte de violences pré-électorales au Burundi Au Burundi, les partis d'opposition multiplient les manifestations contre un troisième mandat du président sortant, Pierre Nkurunziza. Le tout avec une série de contre-manifestations organisées par le parti au pouvoir. Dans un rapport publié vendredi, l'International Crisis Group (ICG) décrit un contexte pré-électoral tendu, susceptible d'être entaché par de violences pré-électorales. [Photo : Un manifestant arrêté par la police lors d'une manifestation de l'opposition à Bujumbura, le 17 avril 2015.]

Les observateurs internationaux ont les yeux rivés sur une échéance : la tenue du congrès du CNDD-FDD. Le parti au pouvoir devrait d'ici quelques semaines désigner son candidat à l'élection présidentielle. L'éventuelle candidature du président sortant, Pierre Nkurunziza, serait un indice de plus du non respect de l'accord d'Arusha signé en 2000. L'autre inquiétude, c'est le manque de clarté sur la possibilité pour l'opposition de présenter un candidat à l'élection. Comme l'explique Thierry Vircoulon, le directeur du projet Afrique centrale d'International Crisis Group : « Un processus électoral inclusif, ça veut dire reconnaître l'opposition à être candidats aux élections. Il y a cette incertitude et faire en sorte que la compétition pour l'élection présidentielle soit la plus ouverte possible. » Des manifestations tendues. Un manque de confiance exprimé par différents acteurs envers la Commission électorale. Dans son rapport publié cette semaine, ICG relève une série d'ingrédients digne d'un contexte de crise pré-électorale. Dernier stigmate de ce contexte déstabilisant : l'afflux massif de Burundais vers les pays voisins, pour l'essentiel des jeunes et des femmes partis les mains vides. Plus de 1 000 sont réfugiés en RDC. Les autres, pour la plupart, au Rwanda. « En deux semaines, 6 500 Burundais ont traversé la frontière rwandaise », souligne Thierry Vircoulon. Plus on approche des échéances électorales, plus les Burundais sont anxieux, et par conséquent on risque aussi d'avoir des Burundais qui passent la frontière tanzanienne. « Nous les considérons comme réfugiés. (...) Ils nous disent que l'insécurité est la raison principale de leur fuite. Ils se sentent menacés », selon Saber Azam, Représentant du HCR au Rwanda. Face à ce phénomène, le département d'Etat américain exprime de vives inquiétudes. Les Etats-Unis demandent à tous les acteurs politiques d'adopter une attitude constructive en s'abstenant de tenir des actes ou des propos pouvant inciter à la violence. Le département d'Etat lance également un appel aux forces de l'ordre afin qu'elles assurent la sécurité du processus électoral de manière impartiale. »